

Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Direction des Affaires
Juridiques et de la Commande
Publique

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 439

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Protection fonctionnelle de Monsieur Philippe SAUREL, Maire de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le 24 août dernier une fusillade meurtrière se déroulait à Montpellier dans le quartier Lemasson posant de manière dramatique la question du caractère suffisant des effectifs de police déployés sur le territoire communal.

Monsieur le Maire s'est fortement investi sur cette problématique en débattant avec le ministre de l'Intérieur et en sollicitant de ce dernier des moyens supplémentaires permettant de prévenir l'escalade de la violence et de la criminalité.

Dans son édition en date du 26 août, le quotidien Libération traitait le sujet de manière grossière dans un article, titré en gros et gras caractères: " Cazeneuve balaye Al Capone de Montpellier"

Ce titre est injurieux.

Il injurie monsieur le Maire et, à travers lui, la légitimité du débat démocratique sur les questions de sécurité publique.

A ce titre, monsieur le Maire a souhaité attaquer en justice le directeur de la publication de Libération.

En application de l'article L 2123-35 du code général des collectivités territoriales, la commune est tenue de protéger le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

Cette protection fonctionnelle inclut notamment la prise en charge de tous les frais de procédure et de représentation en justice nécessaires.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver, pour l'affaire ci-dessus exposée, la protection fonctionnelle de la Commune au bénéfice de monsieur Philippe Saurel, Maire de Montpellier.
- D'approuver la prise en charge par la Commune de tous les frais de procédure et de représentation en justice nécessaires.
- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227 - 920 200

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'PS', written over a horizontal line.

Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014